

Force militaire pour lutter contre les coups d'État et le terrorisme : la CEDEAO dispose-t-elle des moyens nécessaires pour réaliser un tel projet?



Par  
Dr Latyr TINE  
PhD, chercheur en Paix et Sécurité au Sahel  
Université Cheikh Anta Diop de Dakar  
Email : [tinelatyr@yahoo.fr](mailto:tinelatyr@yahoo.fr)

Décembre 2022

## Table des matières

INTRODUCTION .....	1
I- HISTORIQUE DE LA CEDEAO .....	2
1- <b>La CEDEAO : une institution Économique</b> .....	2
2- <b>La CEDEAO : une institution sécuritaire et de bonne gouvernance</b> .....	2
3- <b>L'ECOMOG : Brigade de surveillance du cessez-le-feu de la CEDEAO</b> .....	4
II- ANALYSE CONTEXTUELLE .....	5
1- <b>Le contexte politique : les coups d'État</b> .....	5
2- <b>Le contexte sécuritaire : le terrorisme</b> .....	9
III- LES LIMITES ET FAIBLESSES DE LA CEDEAO .....	13
1- <b>Les problèmes liés aux ressources financières</b> .....	13
2- <b>L'absence d'une force militaire opérationnelle</b> .....	15
3- <b>La CEDEAO : une force médiatrice en perte de vitesse</b> .....	16
4- <b>Le manque de crédibilité de la CEDEAO vis-à-vis des peuples</b> .....	17
5- <b>Le silence de la CEDEAO sur les modifications des constitutions et les mandats de trop</b> 18	
IV- LES PROBLÈMES LIÉS À L'OPÉRATIONNALITÉ DE CETTE FORCE MILITAIRE .....	21
1- <b>La non-disponibilité des ressources humaines et matériels nécessaires et les difficultés liées au mode opératoire</b> .....	21
2- <b>La multiplicité des forces au Sahel</b> .....	22
V- LE ROLE DES PUISSANCES OCCIDENTALES NOTAMMENT LA FRANCE .....	23
VI- LE SOUTIEN DES PUTCHEURS PAR LA POPULATION .....	25
VII- QUELLE STRATÉGIE POUR FAIRE FACE AUX COUPS D'ÉTATS ET À L'INSÉCURITÉ DANS L'ESPACE CEDEAO? .....	26
CONCLUSION .....	29
BIBLIOGRAPHIE .....	32

## **SIGLES ET ACRONYMES**

**ACLED:** Armed Conflict Location & Event Data

**AMISOM :** Mission d'Observation Militaire de l'Union Africaine en Somalie

**ATMIS :** Mission de transition de l'Union africaine en Somalie

**ATT :** Amadou Toumani Touré

**AQMI :** Al-Qaïda du Maghreb Islamique

**CEDEAO :** Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

**CSNU :** Conseil de Sécurité des Nations Unies

**CEMAC :** Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale

**CNSP :** Comité national pour le salut du peuple

**CUA :** Commission de l'Union Africaine

**CCEM :** Comité des Chefs d'Etat-Major

**ECOMOG:** Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group

**EI:** État Islamique

**EUCAP:** European Union Capacity Building Mission

**EUTM:** European Union Training Mission

**FAC :** Force en Attente de la CEDEAO

**FDS :** Force de Défense et de Sécurité

**FLM :** Front de libération du Macina

**IBK :** Ibrahim Boubacar Keita

**ICG :** International Crisis Group

**IDP :** Personnes Déplacées Interne

**IPSE :** Institut de Prospectives et Sécurité en Europe

**JNIM:** Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimin

**MFD :** Division de la facilitation de la médiation

**MINUSMA :** Mission des Nations Unies Pour la Stabilité du Mali

**MISAHHEL** : Mission de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel

**MISMA** : Mission Internationale de Soutien au Mali

**MICEMA** : Mission de la CEDEAO au Mali

**MNLA** : Mouvement national de libération de l'Azawad

**MPSR** : Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration

**MUJAO** : Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest

**ONU** : Organisation des Nations Unies

**ONUCI** : l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire

**PLANELM** : Élément de Planification

**RFI** : Radio France International

**RSP** : Régiment de sécurité présidentielle

**TRAC** : Consortium de recherche et d'analyse du terrorisme

**UA** : Union Africaine

**UE** : Union Européenne

## INTRODUCTION

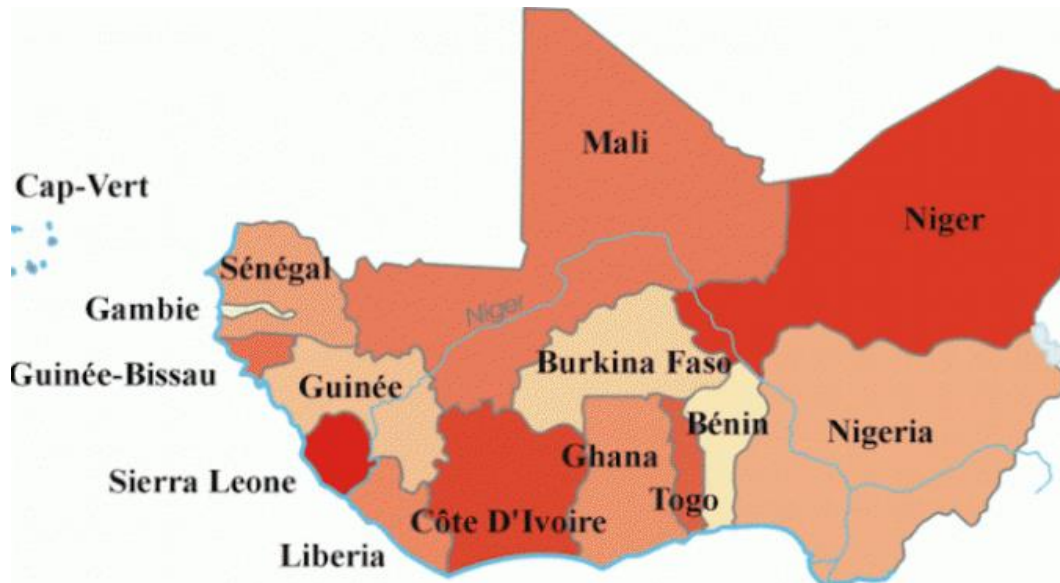
Aujourd'hui, deux phénomènes majeurs continuent d'être une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité politique en Afrique, en particulier dans la région du Sahel. Il s'agit du terrorisme et des coups d'État. Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest sont perçus comme des zones où plusieurs groupes terroristes opèrent, ce qui intensifie de façon spectaculaire l'insécurité de cette région. Comme conséquence de ce phénomène, en plus du coût humain des actes qui y sont liés, les terroristes visent à déstabiliser les gouvernements et saper le développement économique et social des communautés sans aucun respect des normes établis par le droit international. Ces actes défient aussi les frontières nationales pendant que leurs motivations, financements, méthodes d'attaque et cibles sont en constante évolution au fil des années.

En ce qui concerne les coups d'Etat, il faut rappeler que la vague de changement dans les années 1990 en particulier avait apporté en Afrique de l'Ouest, un nouvel espoir dans la gouvernance politique et démocratique. Malheureusement, à l'exception du Sénégal, cet espoir n'a pas duré longtemps car la sous-région a continué à subir une série de pratiques anticonstitutionnelles dues à l'accession active des militaires au pouvoir par le biais de coups d'État, tandis que les politiciens prenaient et contrôlaient le pouvoir par tous les moyens non démocratiques à leur disposition, y compris la fraude électorale et la manipulation constitutionnelle pour contourner la limitation des mandats présidentiels. En l'espace de deux ans, l'Afrique de l'Ouest a connu quatre coups d'État militaires au Mali (août 2020 et mai 2021), en Guinée Conakry (septembre 2021), au Burkina Faso (janvier 2022 et septembre 2022), suivis d'une tentative ratée en février 2022 en Guinée-Bissau.

Compte tenu de la situation est très préoccupante causée par la complexité de ces deux phénomènes qui gangrène la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, la CEDEAO a décidé, de prendre les choses en main. C'est ainsi qu'à l'issue du 62ème sommet des chefs d'État et de gouvernements de la CEDEAO qui s'est achevé ce dimanche 4 décembre à Abuja, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, un projet de création d'une nouvelle force régionale a été adopté. Une force dont les contours ne sont pas encore connus, mais destinée à lutter contre le terrorisme et les changements anticonstitutionnel qui sera financée par les États membres. Une initiative qui pousse à interroger le projet d'intégration de la CEDEAO.

# I- HISTORIQUE DE LA CEDEAO

Figure 1 : Carte de la CEDEAO



## 1- La CEDEAO : une institution Économique

Lancée le 28 mai 1975, cette organisation avait comme objectif à l'origine, une union économique et monétaire sous-régionale. A l'initiative de ce projet, deux chefs d'État en poste à l'époque : le président nigérian Yakubu Gowon et son homologue togolais Gnassingbé Eyadéma qui dès 1972, avaient proposé la création d'une zone d'intégration économique régionale. L'objectif était alors de créer un bloc économique plus large que l'Union douanière de l'Ouest africain, fondée en 1959 par les pays du Conseil de l'Entente (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger et Togo) et le Mali.

A sa création, son objectif principal était de promouvoir la coopération et l'intégration dans la perspective d'une Union économique de l'Afrique de l'Ouest en vue d'élever le niveau de vie de ses peuples, de maintenir et d'accroître la stabilité économique, de renforcer les relations entre les États Membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain.

## 2- La CEDEAO : une institution sécuritaire et de bonne gouvernance

Si les objectifs initiaux étaient essentiellement économiques, la multiplication des crises politiques en Afrique de l'Ouest a poussé la CEDEAO à élargir considérablement ses champs de compétence. Ainsi, la Communauté a par la suite pris en charge les questions politiques. Ainsi, en 1990, il a été mis sur pied une force de maintien de la paix

(ECOMOG) suite aux différents conflits survenus dans la région.<sup>1</sup> Pour rappel, la conclusion du traité de non-agression en 1978 et celle du protocole d'assistance mutuelle en 1981 sont les préalables à la mise sur pied d'une politique régionale de sécurité collective.

C'est ainsi que la CEDEAO, une organisation régionale au départ essentiellement vouée à la promotion de l'intégration des économies des quinze Etats membres s'est progressivement transformée, sous la pression des événements politiques, en une organisation également chargée de trouver des solutions aux conflits armés et autres crises politiques qui mettaient en péril la paix et la sécurité dans l'espace communautaire. La décennie 1990 a vu la CEDEAO, sous l'impulsion de son pays membre de loin le plus puissant, le Nigeria, intervenir bien au-delà du terrain diplomatique traditionnel en envoyant des milliers de soldats tenter de restaurer la paix au Liberia puis en Sierra Leone et plus modestement en Guinée-Bissau.

Pour avoir une assise juridique et se rendre plus crédible, le CEDEAO a adopté les instruments suivants entre autres;

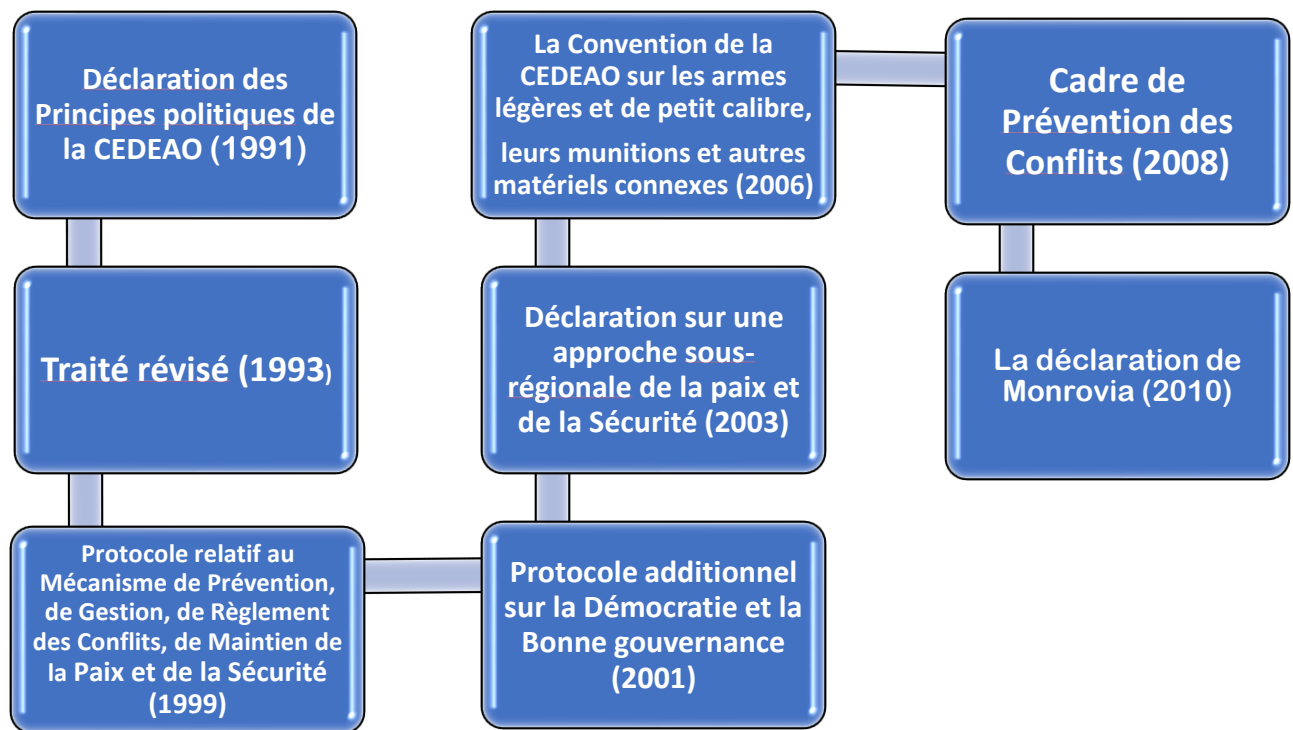
- **Le protocole relatif au Mécanisme de Prévention, de Gestion, de Règlement des Conflits, de Maintien de la Paix et de la Sécurité,**
- **Le protocole A/SP1/12/01 sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance additionnel au protocole relatif au mécanisme de prévention, de Gestion, de règlement des conflits, de maintien de la Paix et de la Sécurité**
- **La convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes**
- **Le cadre de prévention des conflits de la CEDEAO**

C'est précisément le Protocole relatif au Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement de conflits, de maintien de la paix et de la sécurité adopté en décembre 1999 complété par le Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance adopté en décembre 2001 qui a établi un lien explicite entre l'objectif de prévention et de résolution des conflits et la volonté d'ériger des principes politiques forts comme l'opposition de la communauté à toute accession au pouvoir par des moyens anticonstitutionnels et la possibilité d'intervenir dans un État membre en cas de violations graves et massives des droits de l'Homme. Ce sont dans une large mesure les mêmes principes généraux qui ont été inscrits dans l'Acte constitutif de l'Union africaine (UA) adopté en juillet 2001. Ces mécanismes devant leur permettre de préserver la paix et la sécurité respectivement à l'échelle régionale.

---

<sup>1</sup> La CEDEAO et les Cas de la Guinée et de la Guinée Bissau Dr. Gilles Olakounlé Yabi, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/nigeria/07449.pdf>

**Figure N° 2 : Cadre Normatif de l'Architecture de prévention des conflits de la CEDEAO**



### 3- L'ECOMOG : Brigade de surveillance du cessez-le-feu de la CEDEAO

C'est en 1990, après le début de la guerre civile au Liberia, qu'est créée l'ECOMOG, Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group (Brigade de surveillance du cessez-le-feu de la CEDEAO), la force armée de la CEDEAO. Une force qui a pour objectifs la supervision des cessez-le-feu, le maintien de la paix à l'instar des casques bleus des Nations unies, le déploiement préventif dans des zones de conflits ou encore le désarmement des forces armées non-régulières. Dès sa création, l'ECOMOG est dirigé par le Nigeria qui fournit aussi la majeure partie des effectifs, du matériel et des financements.

Alors qu'elle comptait quelques centaines d'hommes au moment de sa création, les effectifs de l'ECOMOG comptaient jusqu'à 20000 soldats en 1994. D'ailleurs, elle est déployée en Sierra Leone en 1997, avant l'arrivée des troupes onusiennes dans ce pays ravagé, lui aussi, par une guerre civile meurtrière. L'année suivante, c'est à la demande de feu le président bissau-guinéen João Bernardo Vieira, confronté à une rébellion menée par feu le général Ansoumane Mané, que l'ECOMOG est envoyée en Guinée-Bissau.





Après avoir contribué au retour de la paix au Liberia, et malgré les accusations de partialité et de violences envers les populations, l'ECOMOG quittera le Liberia en 1999. Elle est ensuite déployée en Côte d'Ivoire. Après les accords de Marcoussis, conclus en 2003, les soldats de l'ECOMOG sont intégrés l'année suivante à l'ONUCI, l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire.

Aussi paradoxalement que cela puisse paraître, jusqu'à nos jours, la CEDEAO apparaît selon le bilan de la mise en place de la FAC comme étant celle dont les réalisations sont les plus avancées et se rapprochent le plus des objectifs de l'architecture africaine de paix et de sécurité et l'architecture de paix de l'Afrique de l'Ouest se révèle être un modèle d'inspiration tant pour les autres sous-régions que pour l'Union Africaine. Nul n'ignore que dans le passé la CEDEAO a montré une efficacité vraiment exemplaire dans beaucoup de ses missions dans la sous-région notamment au Liberia en 1990 et 2003 en Sierra Leone en 1997, Côte d'Ivoire en 2002 entre autres pour un cessé de feu et un retour à la paix.<sup>2</sup>

Ce qui semble incontestable, c'est que dans le passé, la CEDEAO avait certes connu des difficultés à atteindre ses objectifs de pacification là où elle est intervenue mais que son engagement militaire et diplomatique avait joué un rôle prééminent dans l'effort international qui a finalement permis de sortir du cycle de conflits qui ont dévasté la région du bassin du fleuve Mano entre 1990 et 2003.

## II- ANALYSE CONTEXTUELLE

### 1- Le contexte politique : les coups d'État

Dans le monde entier, il y a eu 475 putschs réussis ou ratés depuis 1950 dont environ la moitié la moitié sont survenus en Afrique toute seule. Le continent noir domine alors largement le palmarès des continents, à ce chapitre, avec pas moins de 204 coups d'État y ont été commis depuis 1950, suivie de l'Amérique du Sud, avec 95 tentatives de prise du pouvoir par la force, dont 40 réussies.

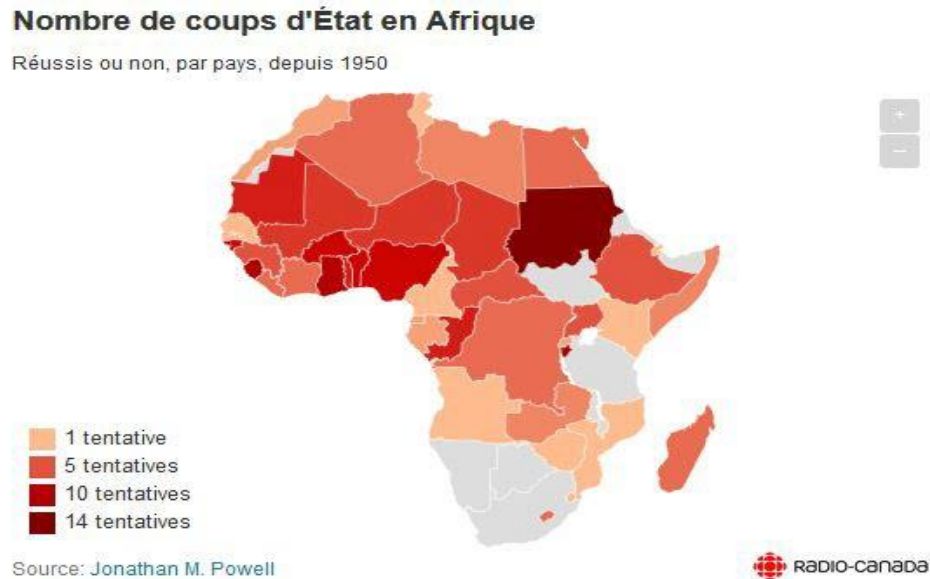
En Afrique, il y a eu dans les années 1950 et avant les indépendances massives, neuf coups d'État réussis. Puis, dans les années 60, 70, 80 et 90, ce sont une quarantaine de tels soulèvements qui ont été comptabilisés par décennie. De ce nombre, près de la moitié ont permis à leurs auteurs d'atteindre leur objectif, au moins temporairement.<sup>3</sup>

---

<sup>2</sup> Latyr Tine

<sup>3</sup> Jonathan Powell, de l'Université de Floride centrale, à Orlando, et Clayton Thyne, de l'Université du Kentucky, à Lexington, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1147040/coups-etat-putsch-afrique-amerique-sud>

**Figure 3 : Carte des pays africains ayant connus des coups d'État**



Source :<sup>4</sup>

Les coups d'État étaient jadis la méthode de changement de gouvernement de prédilection en Afrique. Durant cette page sombre de l'histoire politique de l'Afrique, seuls 30 dirigeants en exercice ont été destitués pacifiquement par leurs adversaires politiques lors d'élections et seuls 28 chefs d'État ont quitté volontairement le pouvoir après avoir accompli le nombre de mandats présidentiels prévus par la loi. Ceci pour dire que depuis les indépendances, les pays africains se distinguent par le caractère fondamentalement prétorien de leur gouvernance. En effet, si le *modus operandi* a évolué aujourd'hui, l'ingérence des militaires dans la sphère politique est un trait récurrent de leurs trajectoires respectives.

L'Afrique de l'ouest n'a pas fait exception à cette règle. Depuis les indépendances, plus de quatre des vingt coups d'État réussis ont eu lieu dans l'espace de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest dont une bonne partie ont été perpétrés après les années 1990, considérés comme la période ayant marqué un déclin dans la gouvernance démocratique en Afrique de l'Ouest.

<sup>4</sup> Radio – Canada, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1147040/coups-etat-putsch-afrique-amerique-sud> ou <https://www.jonathanmpowell.com/coup-detat-dataset.html>

D'août 2020 à aujourd'hui, cinq coups d'État réussis et une tentative de coup se sont succédé dans l'espace ouest africain. Ces nouveaux coups d'État, tout comme celui au Tchad et au Soudan survenus presque à la même période, confirment cette tendance des militaires à vouloir reprendre les rênes de l'État. Pour faire une analyse de ces coups, il est tout d'abord important de situer la prise de pouvoirs par les militaires dans le contexte de désillusion démocratique qui affecte l'Afrique de l'Ouest. En effet, certains de ces coups d'État apparaissent comme une réaction face à une classe politique discréditée.

Au Mali, un vaste mouvement de protestations populaires commencé dans les rues a en effet abouti au renversement du président élu Ibrahim Boubacar Keita (dit IBK), le 18 août 2020, par ledit Comité national pour le salut du peuple (CNSP). Le président IBK était en effet mis en cause par la rue pour le caractère peu transparent ayant présidé à la tenue des élections législatives de 2020, ainsi que pour les scandales de mœurs et de corruption notamment des détournements des budgets de la défense ayant caractérisé ses deux mandats mais aussi et surtout les gabegies financières auxquelles son fils Karim était impliqué. Cette nouvelle irruption des militaires à la tête de l'État, consolidée par le renversement des autorités civiles de la transition le 24 mai 2021, n'était qu'un épisode d'une succession de coups de force ayant conduit les militaires à prendre le pouvoir qui a commencé par le coup d'état militaire mené par des membres des forces armées maliennes le 19 novembre 1968 contre le gouvernement du président Modibo Keita.

En Guinée, c'est le discrédit du régime du président civil Alpha Condé, réélu en octobre 2020 pour la troisième fois après avoir introduit une modification très critiquée de la Constitution, puis ayant autorisé le recours à la force contre des manifestants contestant aussi bien la légitimité que la légalité de ce mandat supplémentaire, qui est à l'origine de la prise de pouvoir du lieutenant-colonel Mamady Doumbouya le 5 septembre 2021. À l'origine du coup d'État en Guinée, figure ainsi la contestation du pouvoir d'Alpha Condé dont le troisième mandat est considéré illégitime, tout en s'inscrivant dans une longue série de putschs dont le dernier date de décembre 2008 avec la prise de pouvoir de la junte militaire emmenée par Moussa Dadis Camara, à la suite de la mort du président Lansana Conté.

Au Burkina Faso, l'insurrection populaire de 2014 a mené à la chute et à l'exil de Blaise Compaoré ainsi qu'à l'instauration d'un régime civil, tout d'abord de transition puis démocratiquement élu. Le président Roch-Marc Christian Kaboré avait fait valoir, lors de son accession au pouvoir en 2015, sa détermination à dépolitiser l'armée et à démilitariser la politique. Pourtant, c'est un coup d'État, perpétré le 24 janvier 2022 par le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), dirigé par le lieutenant-colonel

Paul-Henri Damiba, qui l'a emporté, un an à peine après sa réélection pour un second mandat en novembre 2020. Ce coup de force a été perpétré par des éléments de l'armée proche de ladite jeune génération qui s'était opposé, en 2015, au contre-coup d'État fomenté par le général Gilbert Diendéré et des éléments de l'ancien Régiment de sécurité

présidentielle (RSP) qui cherchaient à restaurer le régime de Blaise Compaoré. Arrivé au pouvoir en janvier après un putsch, le lieutenant-colonel Damiba a accepté de démissionner, après le nouveau coup d'État mené par le capitaine Ibrahim Traoré. L'ex-chef de la transition paye son manque de résultats dans la lutte contre les jihadistes mais aussi une attitude jugée trop conciliante avec le clan de l'ancien président Compaoré.

En réalité, au Burkina Faso, au Mali, en Guinée et plus encore au Tchad, les militaires n'ont jamais été bien loin du pouvoir : leur influence pesait sur l'État, s'ils n'occupaient pas le siège de chef de celui-ci. La vague de coups d'État actuelle n'est donc pas un épisode anecdotique, mais à la fois le symptôme de démocraties qui ont du mal à s'enraciner, tandis que ladite montée en puissance des armées, à travers le soutien apporté au renforcement de leurs capacités opérationnelles de combat, notamment dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, signifie qu'elles disposent de nouveau des moyens de s'imposer par les armes dans la sphère politique.<sup>5</sup>

En réalité, la démocratie s'est vue réduite à la tenue de consultations électorales, souvent entachées d'irrégularités, pourtant validées par la communauté internationale et la CEDEAO qui fait l'objet de cet article, qui s'est ensuite peu émue des violations des libertés fondamentales ou de l'État de droit par les dirigeants proclamés vainqueurs des scrutins.<sup>6</sup> La multiplication des coups d'état apparaît ainsi comme le symptôme d'une profonde crise de la démocratie.

Ensuite, la multiplication des coups d'État militaires apparaît à l'évidence comme le symptôme criant de l'échec des très nombreux processus de réforme des systèmes de sécurité visant à l'instauration d'une gouvernance démocratique de la sécurité, promue aussi bien par les partenaires internationaux à l'échelle bilatérale ou multilatérale que par l'UA et la CEDEAO à travers leurs cadres spécifiques.

Enfin, il semble que les élections n'ont pas toujours produit une transition démocratique pacifique en Afrique de l'Ouest, ni transféré le pouvoir aux meilleurs dirigeants politiques. Ce pan de la démocratie est devenu de plus en plus douteux dans le contexte ouest-africain en raison de plusieurs mauvaises pratiques électorales observées sur le continent africain au fil des ans. La conspiration du silence sur cette pratique démocratique fondamentale a

conduit à l'effondrement des institutions démocratiques, à la mauvaise gouvernance, à la politique patrimoniale, à des violations des droits de l'homme et à l'intolérance politique - car la pratique démocratique du "winner take all" est devenue comme la règle du jeu officiel.

---

<sup>5</sup> Niagalé Bagayoko et Marc-André Boisvert, Le retour des coups d'État en Afrique, Esprit Presse, <https://esprit.presse.fr/actualites/niagale-bagayoko-et-marc-andre-boisvert/le-retour-des-coups-d-etat-en-afrique-44042>

<sup>6</sup> John Pitseys, Démocratie et citoyenneté, <https://www.cairn.info/revue-dossiers-du-crisp-2017-1-page-9.htm>

L'ironie des récents coups d'État réside dans les jubilés des civils dans la rue après le renversement de présidents démocratiquement élus.

Alors que des efforts considérables ont été fournis au cours de ces dernières années par la CEDEAO pour construire une Afrique de l'Ouest forte grâce à l'intégration économique régionale ; la mauvaise gouvernance, le manque de respect de l'état de droit et les transitions politiques insensibles aux conflits constituent encore des menaces majeures non seulement pour l'agenda de l'intégration économique, mais aussi pour la paix sous-régionale, la stabilité politique et le développement durable. Les récents coups d'État militaires ont été justifiés par le fait que les gouvernants démocratiquement élus étaient corrompus et incapables de gérer la crise sécuritaire dans un contexte d'expansion croissante des groupes djihadistes en Afrique de l'ouest et au Sahel.

## 2- Le contexte sécuritaire : le terrorisme

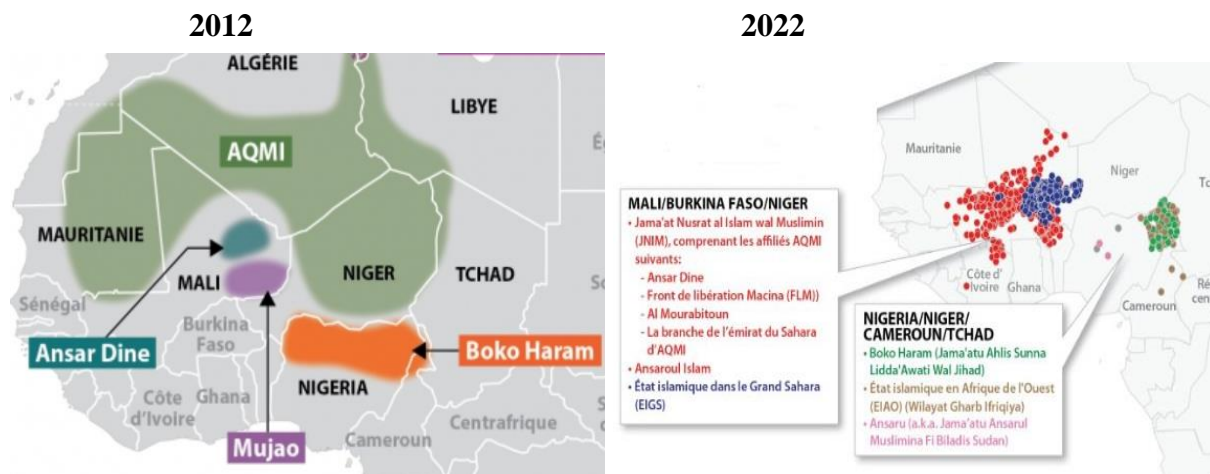
En Afrique, le terrorisme n'épargne aucune région: du Sahel au bassin du lac Tchad, en passant par le nord-est du Nigéria, le golfe de Guinée, l'est de la République démocratique du Congo, le nord du Mozambique ou la Somalie, il aggrave l'instabilité et peut plonger un pays sortant d'un conflit dans de nouvelles guerres. Le terrorisme et le recours de plus en plus fréquent à la violence comme moyens de conquête du pouvoir et de sauvegarde de celui-ci, fragmentent les sociétés et occasionnent, chaque jour, des dizaines de morts et des dégâts physiques et psychologiques importants, avec des conséquences incalculables sur la santé, l'éducation et l'alimentation des populations. Pour preuve, entre novembre 2018 et mars 2019, les pertes civiles ont augmenté de 7 000 % au Burkina Faso, de 500 % au Niger et de 300 % au Mali. La région compte un demi-million d'IDP et 1,8 million de personnes menacées d'insécurité alimentaire, à quoi viennent s'ajouter 5,1 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire, situation qui s'explique en partie par le climat d'instabilité.<sup>7</sup>

Depuis 2012, le terrorisme a connu une expansion constante en Afrique l'ouest, passant de 4 groupes terroristes (JUMAO, AQMI, ANSAR DINE, et dans une moindre mesure le BOKO HARAM) à une dizaine de groupes rependus dans le Sahel moins de 10 plus tard.

---

<sup>7</sup> Sahel Conflict Overview (November 2018-March 2019) <https://acleddata.com/2019/03/28/press-release-political-violence-skyrockets-in-the-sahel-according-to-latest-acleddata/>

**Figure 3 : Groupes Terroristes présents en Afrique de l’Ouest en 2012 et 2022**



Source : <sup>8</sup> et <sup>9</sup>

Le terrorisme est un phénomène évolutif en Afrique de l’Ouest et au Sahel. Il existe en Afrique de l’ouest et au Sahel, trois points de tension depuis plus de 10 ans, il s’agit du :

- Nord Mali (2012-2016),
- Bassin du Lac Tchad (2015- 2019)
- Liptako Gourma (depuis 2019).

C’est trois zones sont devenues à tour de rôle, épicyentres de l’insécurité au Sahel durant la dernière décennie. Exactement depuis la chute du Khadafi entrainant la disparition de milliers d’armes qui se sont éparpillés dans la zone.

Après le nord Mali et le bassin du lac Tchad, aujourd’hui, le Liptako Gourma ou région des trois frontières et la zone la plus dangereuse en Afrique de l’Ouest et la violence des groupes islamistes militants au Burkina Faso, au Mali et dans l’ouest du Niger a augmenté de 70 % en 2021.<sup>10</sup> Cela poursuit une escalade et une propagation ininterrompues

<sup>8</sup> <https://lesdocsdemac.files.wordpress.com/2015/02/ide-groupes-islamistes.jpg>

<sup>9</sup> Projet de données d’emplacement et d’événements armés (ACLED); Daniel Byman; HumAngle; International Crisis Group; SITE Intelligence Group; Le Groupe Soufan; projet de cartographie des groupes militants de l’Université de Stanford; Stratfor; Consortium de recherche et d’analyse du terrorisme (TRAC); et Aaron Y. Zelin.

<sup>10</sup> Centre d’études stratégiques de l’Afrique, La hausse de la violence des militants islamistes au Sahel, une dynamique qui domine le combat de l’Afrique contre les extrémistes, 26 janvier 2022 <https://africacenter.org/fr/spotlight/mig2022-01-hausse-violence-militants-islamistes-sahel-dynamique-domine-combat-afrique-extremistes/>

d'événements violents dans la région depuis 2015. Initialement centrée au Mali, l'activité des groupes islamistes militants s'est progressivement déplacée vers le Burkina Faso, où se produisent désormais 58 % de tous les événements violents au Sahel.

À partir du Burkina Faso, les groupes islamistes militants ont de plus en plus ciblé les pays du littoral sud, notamment la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo. Le Bénin a connu neuf attaques attribuées à des groupes islamistes militants dans ses zones frontalières depuis décembre 2021. Ces attaques sont probablement liées au Front de libération du Macina (FLM), l'élément le plus actif du consortium de groupes militants Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimin (JNIM) qui a plus que doublé son activité au Sahel entre 2020 et 2021.

L'extrémisme violent gagne du terrain en Afrique de l'ouest en touchant pratiquement la moitié des pays de l'espace CEDEAO et le phénomène est loin de finir son expansion malgré tous les moyens militaires, logistiques et financiers qui sont déployés pour lutter contre le terrorisme.

Face à cette situation plus que préoccupante, M. Akufo-Addo, Président du Ghana et ancien président en exercice de la CEDEAO, considère que le terrorisme ne pourra être vaincu qu'à travers des efforts collectifs. Il a estimé que ce n'est qu'ainsi qu'il sera par exemple possible de mettre un terme à la détérioration de la situation sécuritaire au Sahel dont la population d'environ trois cents millions d'habitants « a subi le plus grand nombre d'attaques terroristes enregistrées entre janvier et juin de cette année » et en Afrique de l'Ouest, où des actions urgentes fondées sur des efforts concertés sont requises pour défaire l'emprise des terroristes et apporter progrès, prospérité et développement aux peuples de ces régions.<sup>11</sup> Il a également souligné l'importance d'une coopération accrue entre l'ONU, l'Union africaine et CEDEAO, afin notamment que soit abordée de front la question du financement adéquat, prévisible et durable des opérations de lutte contre le terrorisme conduites par les organisations, internationales, continentales et régionales. Ces paroles tenues lors de la réunion du Conseil de sécurité sur la lutte contre le terrorisme en Afrique en novembre 2022, semble inspirer la décision de la CEDEAO à vouloir mettre en place une force militaire capable de lutter contre le terrorisme en Afrique de l'ouest, seulement cette nouvelle force sera exclusivement financée par les pays membres de ladite organisation.

Les militaires, auteurs des nombreux coups d'État, qui sont au premier rang dans la lutte contre le terrorisme, seront aussi au cœur de ce dispositif militaire de la CEDEAO. Il faut par ailleurs, reconsidérer le rôle des acteurs militaires qui a été certes revalorisé depuis le début des crises sécuritaires des années 2010. Après plusieurs décennies à voir leurs

---

<sup>11</sup> CSNU, Conseil de sécurité: la lutte contre le terrorisme en Afrique passe par la responsabilité des États et l'appui de la communauté internationale, Novembre 2022, <https://press.un.org/fr/2022/cs15102.doc.htm>

budgets limités et leurs effectifs contenus en l'absence d'une menace contre le territoire national, les forces de défense sont en effet devenues l'une des préoccupations centrales des gouvernements et des citoyens surtout dans les pays les plus touchés par le phénomène où les budgets des ministères des armées sont passés de 10 à 20% des budgets nationaux. Il y a dix ans encore, les ministres de la Défense avaient un portefeuille sans importance.

Désormais dotées de moyens considérables en matière de formation, d'entraînement, d'équipement et de budget, tout en étant engagées sur des théâtres d'opération où elles essuient de lourdes pertes, les fonctions militaires ont acquis un nouveau prestige aux yeux des dirigeants et mêmes populations ce qui leur donnent une certaine légitimité et un devoir de prendre leurs responsabilités quand les politiques sont dans l'incapacité de gouverner convenablement. Faisant allusion aux putschs militaires, le Président de la Commission de l'Union Africaine prévient que ces derniers temps, étaient apparues des « réponses dangereuses » à la mauvaise gouvernance, sous la forme de changements non constitutionnels qui conduisent à des pratiques et à des modèles de gouvernance fortement préjudiciables à la santé des États déjà fragilisés par de nombreux autres facteurs exogènes et endogènes négatifs.<sup>12</sup> Tout laisse croire que c'est les politiques même qui sont indirectement la cause des coups d'État.

En regardant, l'évolution de la situation depuis 10 ans, le constat est un véritable paradoxe. Il semble que les moyens mis en place pour lutter contre l'insécurité ont un effet contraire. Il y a depuis la première opération Serval de la France en janvier 2013;

- Plus grand nombre de forces armées présentes en Afrique de l'Ouest
- Plus d'armement et de formations pour les FDS
- Plus de d'argent investi dans la lutte contre le terrorisme

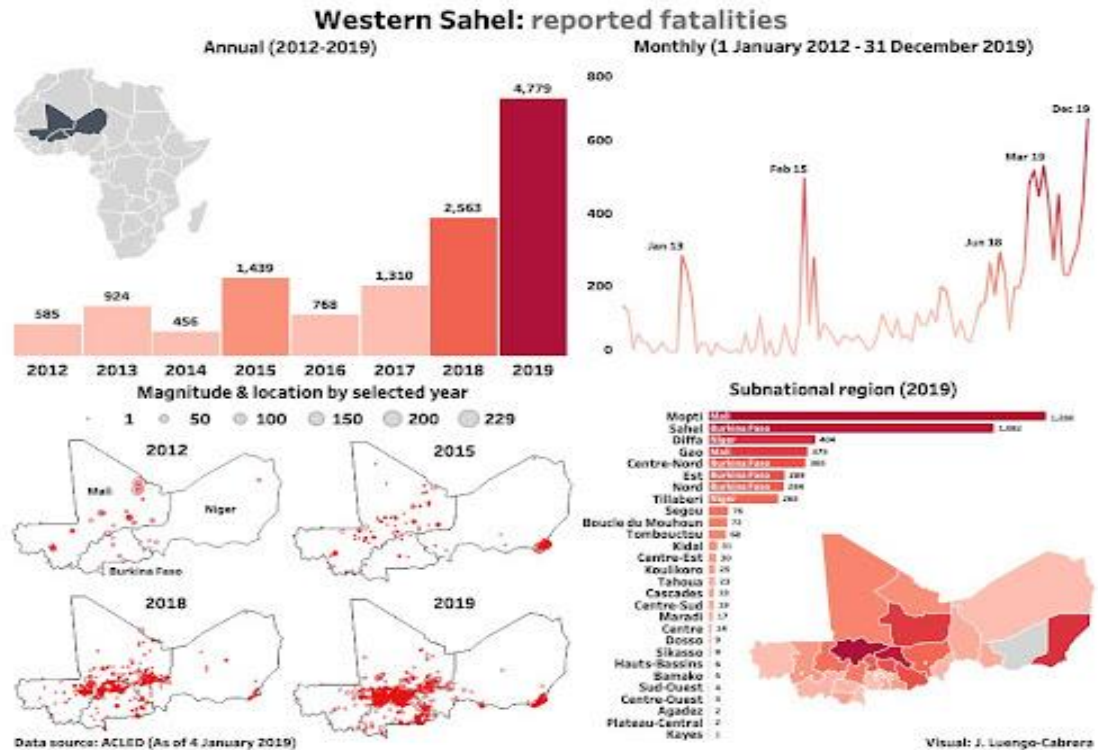
Cependant on se retrouve depuis le début de la crise sécuritaire au Sahel avec ;

- Plus de groupes armés et d'effectifs
- Plus de moyen de ces groupes pour semer la terreur
- Plus d'attaques et de victimes du terrorisme
- Plus de zones d'opération des terroristes

---

<sup>12</sup> IDEM





Pour remédier à ceci, il sera question de revoir les stratégies de lutte contre le terrorisme en Afrique de l’Ouest et au Sahel qui ont jusque là montré leurs limites.

### III- LES LIMITES ET FAIBLESSES DE LA CEDEAO

#### 1- Les problèmes liés aux ressources financières

Le prélèvement communautaire est la principale source de financement du budget de la CEDEAO. Il est censé couvrir entre 70 et 90% du budget communautaire. Le budget approuvé cette année, c’est-à-dire celui de 2023 est d’un montant de 418 072 408 UC, soit une augmentation d’environ 8,7% par rapport à celui de 2022 qui était de 393 612 400 UC.<sup>13</sup> Alors que Barkhane a coûté 880 millions d’euros en 2020 seulement<sup>14</sup> et pour être mise en place et fonctionner de manière efficace, la force conjointe du G5 Sahel avait besoin de 423 millions d’euros par an. Des montants que la CEDEAO ne serait peut-être pas en mesure de mobiliser chaque année pour maintenir cette force.

Lors de la crise malienne, la CEDEAO était dans l’incapacité de mobiliser des troupes et il a fallu l’intervention de la France pour stopper l’avance des groupes armés vers

<sup>13</sup> <https://parl.ecowas.int/le-parlement-de-la-cedeao-se-donne-un-budget-de-21-005-052-unites-de-compte-pour-2023/?lang=fr>

<sup>14</sup> Barkhane : le coût de l’opération militaire (et civile) au Mali en 4 chiffres <https://www.pourleco.com/politique-economique/barkhane-cout-de-loperation-militaire-et-civile-au-mali>

Bamako. Une conférence des donateurs organisée en janvier 2013, à Addis Abeba, en Éthiopie, avait permis de récolter des fonds. L'Union africaine et l'Union européenne avait contribué à hauteur de 450 millions de dollars, pour le déploiement d'environ 7000 soldats au Mali. Des efforts qui n'ont cependant pas suffi à stopper le péril djihadiste. Surtout que la CEDEAO qui sur les principes de subsidiarité est la première entité à intervenir dans son espace, est désormais confrontée à des crises complexes telles que la crise sahélienne et celle du bassin du lac Tchad auxquelles elle est incapable d'apporter des solutions idoines. Par ailleurs, au fil des ans, les interventions de la CEDEAO ont mis en lumière un manque de moyens militaires et l'incapacité de mobiliser des fonds destinés à la lutte contre l'insécurité.

A la mise en place de l'ECOMOG, le géant de l'Afrique de l'Ouest avait pris les devants pour la mobilisation des fonds et des troupes. Les « casques blancs » comme on les appelait, avaient donc déjà intervenus à plusieurs reprises dans la sous-région au cours de la décennie 1990 et au début des années 2000. C'est sans doute ce qui a poussé la CEDEAO à institutionnaliser sa politique de sécurité dès 1999. Quatre ans plus tard, en mai 2003, le Comité de sécurité de l'organisation crée une force militaire de réaction rapide, afin de remédier aux conflits dans la région.

Toutefois, aujourd'hui la donne a changé et le contexte sécuritaire n'est plus le même, la lutte contre le terrorisme est de loin plus complexe que la lutte contre la rébellion ou les guerres civiles. En plus, confronté au problème de Boko Haram, le Nigeria n'est plus en mesure d'assurer le financement d'une force militaire de la CEDEAO. Sur la question financière même, Omar Aliou Touray, le président de la commission de la CEDEAO, a déclaré au micro de nos confrères de RFI : « Pour cette force-là [la nouvelle force de la CEDEAO], les chefs d'État ont décidé de ne pas dépendre des financements volontaires, car jusqu'à maintenant, nous avons vu que les financements volontaires ne viennent jamais. Nous allons regarder comment financer la force avec nos propres moyens. »<sup>15</sup> C'est un peu trop ambitieux pour la CEDEAO qui aura du mal à maintenir cette force en vie sans appui financier.

Le problème est que la CEDEAO est confrontée à des problèmes financiers récurrents, d'ailleurs la Commission de la CEDEAO a signé un protocole d'accord avec le gouvernement chinois pour construire le nouveau siège de la CEDEAO dans la capitale du Nigeria pour une maudite somme de 31.6 millions de dollars US. Et déjà en juillet 2016, l'International Crisis Group tirait déjà la sonnette d'alarme. Pour l'ICG, l'organisation régionale ouest africaine devrait procéder à un réexamen de toutes les dimensions de sa force en attente, son bras armé qui a succédé en 2004 à l'ECOMOG. Cela concerne non

---

<sup>15</sup> Afrique de l'Ouest : la Cédéao a-t-elle les moyens d'une force militaire crédible contre les coups d'État et le terrorisme ? op.cit.

seulement la doctrine et les procédures opérationnelles, mais aussi et surtout le financement, sachant que cette force souffre d'un manque de moyens récurant.

## 2- L'absence d'une force militaire opérationnelle

Force en attente de la CEDEAO (FAC) qui a succédé en 2004 à l'ECOMOG, est une force multidisciplinaire composée de militaires, de policiers et de civils issus des États membres de la CEDEAO. Elle met à disposition du personnel pour les missions et opérations de soutien à la paix régionales et continentales. Cette formation vise à améliorer la préparation aux interventions de la FAC, qui est opérationnelle depuis 2015.<sup>16</sup> Cependant cette force n'a jamais été opérationnelle sur le terrain lors des différentes crises qui ont frappé les pays de la CEDEAO. La seule et unique fois que la CEDEAO a intervenu dans un pays depuis la création de la force en attente, c'était en Gambie en janvier 2017 et ce n'est pas cette force qui a intervenu mais plutôt des troupes des armées du Sénégal, du Nigeria, du Ghana, du Mali et du Togo à la suite de l'adoption de la résolution 2 337 du Conseil de sécurité des Nations Unies. À la suite du départ de Yahya Jammeh, ce sont seulement les éléments de l'armée sénégalaise qui sont restés et ont pris position dans la capitale Banjul pour contrôler des points stratégiques en vue de sécuriser les populations et faciliter la prise de fonction du président élu Adama Barrow. Donc cette force, en plus de 20 ans d'existence n'a jamais été réellement opérationnelle sur le terrain.

La principale faiblesse de la CEDEAO est le fait qu'elle n'a aucune autorité ou décision vraiment contraignante sur les pays membres surtout en ce qui concerne l'envoi des hommes sur le terrain et ne peut en aucun cas le leur imposer s'ils ne veulent pas le faire. Certains pays sont libres pour une raison ou une autre d'envoyer ou non leurs troupes dans un pays secoué par une crise. Réuni en session extraordinaire en août 2012 à Bamako, le Comité des chefs d'état-major de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEEM) avait pour rôle de valider et d'adopter les conclusions de la conférence de planification finale pour le déploiement de la Mission de la CEDEAO au Mali (MICEMA). Mais les pays étaient divisés quant à l'envoi des troupes au Mali. Les pays comme le Bénin, le Togo, le Nigeria étaient prêts à envoyer chacun 600 hommes, d'autres pays comme le Niger disaient ne pouvoir envoyer que 100 hommes. Le Sénégal ne pouvait pas en envoyer soi-disant parce que beaucoup de militaires sénégalais se trouvaient déjà dans des théâtres de conflit en Afrique. Quant à la Côte d'Ivoire et au Libéria, ils disaient ne pas être en mesure d'en envoyer et d'autres comme le Ghana, n'avaient pas non plus l'intention de le faire. Pourtant le Tchad qui n'est même pas un pays de la CEDEAO avait mobilisé 2000 hommes. Il a fallu l'intervention de l'UA à travers la MISAHÉL et celle des Nations

---

<sup>16</sup> CEDEAO, Les forces de maintien de la paix de la CEDEAO se forment au droit de la guerre, <https://ecowas.int/les-forces-de-maintien-de-la-paix-de-la-cedeao-se-forment-au-droit-de-la-guerre/?lang=fr>

Unies à travers la MINUSMA pour que tous ces pays acceptent d'envoyer des hommes au Mali.

Pour régler ce problème, la CEDEAO devrait disposer d'une force opérationnelle prête à intervenir en cas d'urgence. Pourtant dit-on, la brigade principale de la CEDEAO serait à ce jour composée de 5000 hommes prêts à se déployer dans les 90 jours ainsi que d'un élément spécial en disponibilité opérationnelle d'un peu plus de 2700 hommes pouvant être déployés dans les 30 jours. Un état-major spécial de ce groupement serait établi à Abuja et disposerait d'un élément de planification (PLANELM) opérationnel. Alors pourquoi à l'annonce du président malien de son souhait d'avoir une intervention militaire au nord de son pays, cette force en attente de la CEDEAO ne pouvait pas être déployée pour une mission de stabilité à Bamako qui est une zone stratégique en attendant la résolution des Nations Unies et la préparation d'une force ouest africaine mieux équipée pour intervenir?

### 3- La CEDEAO : une force médiatrice en perte de vitesse

La Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a créé la Division de la facilitation de la médiation (MFD) pour soutenir les efforts de médiation entrepris par ses organes de médiation, les États membres, les acteurs non étatiques et les initiatives conjointes avec d'autres organisations internationales, telles que la Commission de l'Union africaine (CUA) et les Nations unies (NU). La CEDEAO doit rationaliser et renforcer ses efforts de médiation, à l'instar des Nations unies, la Division de Facilitation de la Médiation au sein de la Direction des Affaires Politiques devrait plus faciliter les activités de diplomatie préventive entreprises par la Commission.

Aussi, le Secrétaire exécutif dresse tous les ans, une liste d'éminentes personnalités qui peuvent, au nom de la CEDEAO, user de leurs bons offices et de leurs compétences pour jouer le rôle de médiateur, et d'arbitre. Le Conseil des sages de la CEDEAO a été créé pour s'occuper des conflits et promouvoir la bonne gouvernance dans la sous-région à travers la diplomatie préventive. C'est en ce sens que nous avons vu des chefs en exercices ou d'anciens chefs d'État servir de médiateurs dans les conflits qui frappent les pays membre de ladite communauté.

De très bonnes mesures ont été prises par la CEDEAO en 2012 en prenant des décisions courageuses pendant le tout premier Sommet de l'Autorité des Chefs d'État et de Gouvernement tenu à Abidjan. Les principales mesures ont été le départ des membres de la junte et le rétablissement d'un gouvernement civil de transition pour ensuite aller vers la récupération de l'intégrité territoriale du Mali. Toutefois, force est de constater que ces décisions n'ont pas été suivies d'effet. Même si l'intention était louable, les résultats restent

aussi faibles, pour ne pas dire en-deçà de ce que la communauté ouest africaine pouvait faire.<sup>17</sup>

Plus récemment, plusieurs missions de médiation de la CEDEAO n'ont pas été couronnées de succès. Nous pouvons en citer la mission des présidents Muhammadu Buhari, Mahamadou Issoufou, Alassane Ouattara, Nana Akufo-Addo et Macky Sall sur le plan pour sortir de la crise en juillet 2020 avec les mouvements de contestation populaire massif ainsi que les nombreuses missions de l'ancien président du Nigéria, Goodluck Jonathan au Mali.

#### 4- Le manque de crédibilité de la CEDEAO vis-à-vis des peuples

Pour rappel, la Communauté a pour objectif de promouvoir la coopération et l'intégration dans la perspective d'une union économique de l'Afrique de l'Ouest, en vue d'élever le niveau de vie de ses peuples, de maintenir et d'accroître la stabilité économique, de renforcer les relations entre les États membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain. Ainsi, dans le cadre de ce processus de réforme, la CEDEAO met en œuvre des programmes critiques et stratégiques visant à favoriser le renforcement de la cohésion et l'élimination progressive des obstacles à l'intégration effective de la sous-région. Ainsi, les 300 millions de citoyens de la Communauté pourront finalement s'approprier la réalisation de la nouvelle Vision qui consiste à passer d'une CEDEAO des États à une « CEDEAO des Peuples : Paix et prospérité pour tous » à l'horizon 2050.<sup>18</sup>

Cependant, l'une de ses visions fondamentales qui est de promouvoir une région intégrée où la population jouit de la libre circulation, a accès à des systèmes d'éducation et de santé efficaces, peut se livrer à des activités économiques et commerciales et vit dans la dignité, dans un environnement de paix et de sécurité, n'est pas conforme à sa façon d'agir, le cas des sanctions du gouvernement de transition malien en est un parfait exemple. En janvier 2022 la CEDEAO a émis des sanctions à l'encontre du régime de transition malien pour contraindre les autorités de la transition malienne à organiser sans délais les élections présidentielles. Aussi paradoxale que cela puisse paraître, la CEDEAO estime en outre avoir pris cette décision pour empêcher l'emprise du régime de la transition sur la population malienne mais ce sont ces populations elles-mêmes qui ont le plus souffert de ces sanctions.

Au fil des ans, la CEDEAO a perdu de plus en plus de crédibilité vis-à-vis des peuples et de certains États, et pourtant elle fut jadis la communauté économique sous régionale citée en exemple en Afrique et dont les instruments étaient une référence pour l'union africaine. Les réactions populaires face à l'accession au pouvoir des militaires au Mali, en Guinée et au Burkina Faso ont suscité la surprise de la communauté internationale, en raison de

<sup>17</sup> Latyr Tine

<sup>18</sup> <https://ecowas.int/a-propos-de-la-cedeao/?lang=fr>

l'enthousiasme voire de la liesse qui a entouré ces putschs. La destitution des présidents Kaboré, IBK et Condé n'a en effet pas été contestée, au contraire, de larges manifestations populaires ont affiché un soutien déterminé au changement de régime incarné par de jeunes officiers.

Cette perte de crédibilité de la CEDEAO ne date pas d'aujourd'hui, déjà en 2012, bien qu'annoncée officiellement par le président par intérim Diocounda Traoré, une intervention militaire de la CEDEAO n'était pas chose souhaitable pour tous les maliens. Une marche a été même organisée contre cette intervention militaire le 28 septembre de la même année dans laquelle on accusait le président Dioncounda de « brader la dignité du mali ». Et pourtant ils ont jubilé quand la France est intervenue au Mali, conséquence du manque de confiance vis-à-vis de la CEDEAO.

Mais s'il y a 10 ans, pour 66% de la population malienne, la CEDEAO aidait le Mali contre les rebelles<sup>19</sup> aujourd'hui la réalité est toute autre. Un autre sondage réalisé en 2022 auprès de la même cible, montre que 92.42% de la population trouve ces sanctions injustes contre 7.58% seulement qui trouvent les sanctions justes. Il ressort des résultats de ce sondage que seulement 7.51% de la population a confiance à la CEDEAO contre 90.56% qui n'ont pas confiance à cette organisation pour défendre les intérêts de la population ouest-africaine.<sup>20</sup> Ceci montre la dégradation des rapports de confiance entre la CEDEAO et les peuples.

## 5- Le silence de la CEDEAO sur les modifications des constitutions et les mandats de trop

Le silence de la CEDEAO à l'endroit des modifications constitutionnelles ayant permis au président Alpha Condé, mais aussi, dans des conditions similaires, au président ivoirien Alassane Ouattara en 2020, d'effectuer un troisième mandat en violation des dispositions initiales des chartes fondamentales guinéennes et ivoiriennes, a constitué une grave entorse au Protocole additionnel de 2001 sur la démocratie et la bonne gouvernance. La passivité de l'organisation face aux coups de force perpétrés par des civils est en décalage avec la fermeté de sa réaction face aux coups d'État survenus, en Guinée, au Burkina mais aussi et surtout au Mali. Ces prises de positions à géométries variables expliquent à la fois l'indignation des opinions publiques ouest africaines face aux sanctions que la CEDEAO a adoptées contre les militaires maliens, mais aussi la difficulté de l'organisation ouest-

---

<sup>19</sup> Sidiki Guindo, Résultats d'un sondage d'opinion sur la crise malienne, <https://www.maliweb.net/contributions/65152-65152.html>

<sup>20</sup> Sidiki Guindo, Avis de la population sur l'actualité nationale et internationale, <https://www.afribone.com/avis-de-la-population-sur-lactualite-nationale-et-internationale/>

africaine à s'imposer face aux officiers désormais au pouvoir au Burkina Faso et en Guinée comme elle l'a été avec les maliens.

Pour la petite histoire, Alpha Condé était devenu en 2010 le premier président démocratiquement élu de Guinée après des décennies de régimes autoritaires. Il a entretenu de bonnes relations avec les autres pays jusqu'à son souhait d'amender la Constitution en mars 2020 afin de briguer un troisième mandat. Sa volonté de se maintenir au pouvoir avait suscité la création d'un collectif d'opposants qui a organisé, à partir d'octobre 2019, de nombreuses manifestations. Celle-ci se sont heurtées à une répression meurtrière. L'expérience d'Alpha Condé illustre parfaitement les conséquences du « maintien anticonstitutionnel au pouvoir ». Il a imposé un changement constitutionnel visant à abroger la limite de deux mandats présidentiels, et ce, au détriment de la vie de son peuple. D'ailleurs, Doumbouya a invoqué cet élément comme l'une des principales raisons justifiant le putsch.

Pour ce qui est de la Côte d'Ivoire, à la veille de l'élection présidentielle de 2015, le président Ouattara avait balayé l'idée d'un troisième mandat, évoquant même la possibilité de ne pas aller au terme du deuxième vu son âge, et de transférer le pouvoir à son vice-président avant 2020 soulignant également qu'il n'aurait pas besoin pour cela de modifier la constitution.

En effet, si la loi fondamentale limite à deux le nombre de mandats présidentiels, l'adoption d'une nouvelle Constitution en octobre 2016 a remis les compteurs à zéro. Il rappelle également qu'il est par principe hostile à la limitation des mandats.<sup>21</sup> Ainsi, élu une première fois en 2010, puis réélu en 2015, à la mort de Amadou Gon Coulibaly qui était aussi le candidat désigné du président Alassane Ouattara, ce dernier avait finalement décidé de ne plus laisser planer le doute sur une possible candidature à un troisième mandat, là où la Constitution ivoirienne n'en autorise pas plus de deux. Lui qui estimait avoir le droit de se représenter en raison du changement constitutionnel de 2016 et était contesté par l'opposition, avait annoncé qu'il ne serait pas candidat à la présidentielle de 2020. Des élections qu'il a d'ailleurs d' gagné.

Au Sénégal, « Ni oui », « ni non », telle est la réponse donnée par le Président suite à la question du 3e mandat. Le Président a préféré garder le flou au lieu de trancher et d'en finir avec ce débat. Et pourtant l'Article 27 du texte du Président dit: « La durée du mandat du Président de la République est de cinq ans. Nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs ». Selon, Dr Cheikh Tidiane Dieye, le président de la plateforme Avenir «

---

<sup>21</sup> Jeune Afrique, Côte d'Ivoire : Alassane Ouattara entretient le flou sur l'éventualité d'un troisième mandat, <https://www.jeuneafrique.com/496860/politique/cote-divoire-alassane-ouattara-entretient-le-flou-sur-leventualite-dun-troisieme-mandat/>

Sénégal bi gnu begg », Macky Sall est plus que jamais dans la perspective d'aller à une troisième candidature en vue d'avoir un troisième mandat. Il en veut pour preuve la réserve émise par le Sénégal contre l'amendement du protocole de la CEDEAO en vue de l'introduction de la limitation des mandats.<sup>22</sup> Ce qui va clairement à l'encontre de la constitution du Sénégal. Plusieurs manifestations de l'opposition ou de la société civile allant dans le sens de dissuader le président Sall à vouloir briguer un troisième mandat ont été pour la plus part interdites.

La CEDEAO est restée inerte face à ces événements qui ont donné un coup de fouet à la démocratie ouest Africaine et qui ont violé les principes de l'organisation ouest africaine. Ceci laisse penser que la CEDEAO ne semble pas vouloir décourager les coups d'État perpétrés par les dirigeants qui s'accrochent au pouvoir au-delà de leur mandat.

Et pourtant, les militaires guinéens, à leur décharge, pourraient même être reconnus comme avoir fait œuvre utile, s'il existait des coups salvateurs et salutaires. Car ils ont chassé du pouvoir un Alpha Condé qui, lui-même, venait de se livrer, envers et contre tous, et surtout dans le sang de ses compatriotes, à un coup de force constitutionnelle, tombant sous les charmes du troisième mandat ; un acte foncièrement anticonstitutionnel. C'est presque le même scénario qu'en 2009 au Niger où après avoir dissous le Parlement et la Cour constitutionnelle, qui s'opposaient à son maintien au pouvoir, le président Mamadou Tandja avait fait adopter une Constitution sur mesure prolongeant son mandat jusqu'en 2012 sans élection et faisant du président le détenteur exclusif du pouvoir exécutif. C'est pourquoi le coup d'État qui avait amené le capitaine Harouna Djibrilla Adamou au pouvoir, avait été mollement pour ne pas dire pas du tout condamné par la CEDEAO, l'Union africaine et la communauté internationale.

En tout état de cause, la Guinée et surtout le Mali restent constamment dans l'œil du cyclone de cette CEDEAO à laquelle il est reproché de ne défendre que les intérêts des têtes couronnées, au lieu d'être une organisation au profit des peuples qui ploient sous le joug de la mal gouvernance et de la confiscation des libertés, qui sont devenues la marque de fabrique de nombre de dirigeants. Et c'est en cela que cette organisation s'est décrédibilisée au fur des années, fermant les yeux sur les dérives autoritaires des membres du syndicat des chefs de l'État qui ne sont ni plus ni moins que des coups d'État contre la loi fondamentale des pays. Comme l'a si bien dit le Sénégalais Macky Sall, la sous-région en plein printemps de putschs militaires n'a pas besoin de militaires sur la scène politique. Sauf que le président en exercice de l'UA semble ignorer que l'Afrique de l'Ouest n'a pas non plus besoin de dirigeants qui n'ont pas le respect de la parole donnée et violent sans pudeur la Constitution.

---

<sup>22</sup> [https://www.sudquotidien.sn/\\_trashed-93/](https://www.sudquotidien.sn/_trashed-93/)



## IV- LES PROBLÈMES LIÉS À L'OPÉRATIONNALITÉ DE CETTE FORCE MILITAIRE

### 1- La non-disponibilité des ressources humaines et matériels nécessaires et les difficultés liées au mode opératoire

Depuis le milieu des années 1990, les politiques de développement menées par les États africains subsahariens mettent un accent particulier sur les questions de sécurité collective présentées comme une condition sine qua non de la bonne gouvernance. Liée à la résolution des conflits, la place centrale qu'occupe aujourd'hui la dimension sécuritaire découle des actions significatives conduites aussi bien par l'organisation continentale et les organisations régionales africaines que par la mise en œuvre d'opérations militaires interafricaines de maintien de la paix<sup>23</sup> L'évolution de la diplomatie de défense, associée à la régionalisation des conflits africains, a élargi l'éventail des missions de l'Union africaine et des communautés économiques régionales, dont la CEDEAO et la CEMAC. Il en résulte une militarisation extrêmement forte de leurs protocoles diplomatiques en matière de sécurité collective et d'assistance militaire mutuelle.

En Afrique, différents protocoles diplomatiques en matière de sécurité collective ont été signés à la fin des années 1990. Ils étaient initialement destinés à prévenir puis à résoudre les conflits sans exclure l'engagement de troupes sur le terrain pour assurer l'interposition entre les belligérants. La CEDEAO est sans doute la première communauté économique régionale à prendre l'initiative en matière de déploiement de troupes. Depuis la signature en 1978 du protocole de non-agression entre ses membres, complété en 1990 par un accord d'assistance mutuelle en matière de défense, la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest s'est imposée en Afrique subsaharienne comme un acteur central des actions militaires régionales.

Pour rappel, en 2012 a alors que la CEDEAO poursuivait les négociations pour déployer une mission au Mali et trouver une solution politique à la crise, la situation sur le terrain évoluait rapidement. Le 27 mai de la même année, après plusieurs semaines de discussions parfois difficiles, la rébellion touareg du MNLA et le mouvement islamiste Ansar Dine avaient fusionné et proclamé la création d'un État islamique dans le nord du Mali. Cette lenteur dans les cas d'urgence est due au fait que la CEDEAO ne dispose ni d'une force militaire opérationnelle, ni des ressources nécessaires pour une intervention urgente.

---

<sup>23</sup> Communication présentée au colloque international de Ouagadougou (Burkina Faso) sur le thème "Fins et moyens pacifiques de sortie de crise en Afrique" organisé par le Département des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Ouagadougou et l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), 12-14 septembre 2006

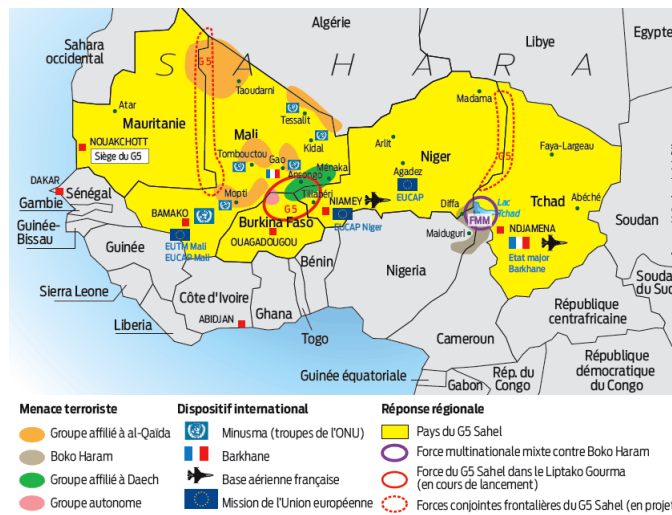
La CEDEAO avait proposé d'intervenir en trois phases d'une mission composée d'environ 3300 soldats. La première phase consisterait à déployer des troupes étrangères à Bamako afin de sécuriser les institutions de transition. Dans un deuxième temps, la mission contribuerait au renforcement des capacités des forces maliennes par leur réorganisation et leur entraînement. Finalement, la troisième phase allait consister à soutenir l'armée malienne dans la reconquête du nord. Sauf qu'en ce moment la CEDEAO ne disposait pas de ces 3300 hommes prévus pour la phase une et encore moins des moyens logistiques permettant d'intervenir au nord du Mali pour la reconquête du territoire national. Là où les opérations comme Serval devant Barkhane malgré leurs logistiques militaires ont rencontré d'énormes difficultés malgré tous les moyens dont elle dispose.

## 2- La multiplicité des forces au Sahel

Au-delà de cette capacité militaire, la multiplication des forces présentes au Sahel à travers des initiatives régionales de lutte antiterroriste, résulte de la conscience de l'ampleur du risque de péril, l'Afrique s'est résolument engagée à créer des initiatives comme le G5 Sahel, l'Initiative d'Accra, la Force multinationale mixte dirigée contre le groupe terroriste Boko Haram ou encore, plus récemment, de l'autre côté du

continent, la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS), venue remplacer la Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Pour ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest et le Sahara, une cartographie permettrait un meilleur déploiement des forces sur le terrain mais pour la force de la CEDEAO on ne sait pas si elle sera basée dans un pays comme le Nigeria en attendant qu'un coup d'État soit perpétré ou répartie dans les zones rouges de la région, mais pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme, cette force doit être opérationnelle sur le terrain, reste à savoir comment elle sera déployée et sous quel commandement.

Dans tous les cas, certains spécialistes s'inquiètent déjà de la réplique de ce qui existe déjà, évoquant par exemple le G5 Sahel, créé en 2017 pour répondre à l'expansion du terrorisme au Sahel, ainsi qu'à la détérioration de la situation sécuritaire dans la région. Selon le professeur Ramadan Zakaria Ousman, fondateur du Centre tchadien des études stratégiques et des recherches prospectives, il faut renforcer la force conjointe du G5 Sahel et lui donner tous les moyens nécessaires et lui permettre de se déployer, lui permettre de constituer une sorte de digue, plutôt que d'aller créer quelque chose de nouveau pour se



rendre compte ensuite que ça ne marche pas. Et puis nous n'avons pas les ressources nécessaires. »<sup>24</sup> Le G5 Sahel peine en effet à fonctionner et il serait plus intelligent de revoir la stratégie et la zone de couverture prenant en compte ces pays dans l'espace CEDEAO plus que de créer une autre force.

**Figure 5 : Les forces armées présentes au Sahel depuis 2012**

Mission	Mandate	Localisation	Dates	Personnel déployé	Troupes africaines déployées/entraînées	Budget annuel (millions \$)
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)	Op. maintien de la paix sous Ch. VII	Mali	2013-présent	15 900	8 250	1 070
Force Conjointe du G5 Sahel	Autorisée par l'ONU et l'UA	Pays du G5 Sahel	2017-présent	5 000	5 000	130
Opération Barkhane (France)	Autorisée par l'ONU	Sahel	2014-présent	4 500	n/a	797
EU Training Mission au Mali (EUTM)	Mission de formation militaire	Mali	2013-présent	580	12 000	34
EU Capacity Building Mission (EUCAP Mali)	Mission de renforcement des capacités	Mali	2015-présent	140	6 000	38
EU Capacity Building Mission (EUCAP Niger)	Mission de renforcement des capacités	Niger	2012-présent	200	13 000	36

## V- LE ROLE DES PUISSANCES OCCIDENTALES NOTAMMENT LA FRANCE

Pour se démarquer de ses prédécesseurs et changer la politique étrangère française vis-à-vis de l'Afrique, le président français Emmanuel Macron augmente l'aide au continent, commence à restituer les objets culturels volés pendant les guerres coloniales et va au-delà des liens intergouvernementaux habituels pour impliquer les jeunes générations et la société civile. Il maintient les troupes françaises au Sahel à travers Barkhane, Katuba et G5 Sahel pour lutter contre le terrorisme et soutient de la CEDEAO, qui tente de défendre les politiques électorales contre les prises de contrôle militaires.

Tous ces efforts visant à redorer l'image de l'ancien colonisateur n'as pas eu l'effet escompté. Comment expliquer ce paradoxe ? Comment se fait-il qu'un président plus soucieux de l'Afrique que la plupart de ses prédécesseurs récents, et plus conscient aussi de la façon dont le continent change, se heurte à un niveau d'impopularité française qui n'a

<sup>24</sup> Zakaria Ousman, Afrique de l'Ouest : la Cédéao a-t-elle les moyens d'une force militaire crédible contre les coups d'État et le terrorisme ? <https://afrique.tv5monde.com/information/afrique-de-louest-la-cedeao-t-elle-les-moyens-dune-force-militaire-credibile-contre-les>

pas été ressenti depuis des décennies? Bien évidemment c'est la colonisation qui reste le premier chef d'accusation de la France pour la très grande majorité des citoyens des pays africains qui ont subi la conquête française. Mais le style arrogant de Macron en est une cause, par exemple, après la mort de 13 soldats français dans un accident d'hélicoptère au Mali en novembre 2019, il exige que les dirigeants ouest-africains s'envolent vers la France pour un sommet d'urgence, une sortie perçue comme un discours néocolonial, d'autant que le Mali et le Niger avaient subi des pertes militaires récentes bien plus lourdes.<sup>25</sup>

Bien évidemment c'est surtout la Françafrique, qui a régné depuis les années 1960 et qui n'a pas totalement pris fin mais au contraire qui a continuellement ravivé le ressentiment anticolonial, même si elle est loin d'avoir aujourd'hui son importance ancienne. Le long et intense mélange d'affairisme et de corruption, de soutien aux dictateurs, d'« élimination » des dirigeants antifrancsais, d'interventions militaires pour défendre ses intérêts, a été dévastateur. Les opinions publiques ont souvent soupçonné, la main de la France dans nombre de coups d'état (contre Sankara au Burkina Faso, contre Diori Hamani au Niger, contre Grunitzky au Togo, etc.).<sup>26</sup>

Même si la France est devenue un partenaire économique et parfois même politique et militaire, n'est plus du tout capable de faire la pluie et le beau temps dans ses anciennes colonies, ses dernières interventions militaires sur le continent, bien avant la percée du djihadisme, ont été très mal perçues, que ce soit en Côte d'Ivoire ou en Libye. C'est la guerre contre Kadhafi qui est d'ailleurs l'une des causes majeures de la crise sahélienne actuelle.

Le France a été accusée, peut être parfois à tort ou a raison, d'être derrière les sanctions infligées au Mali par la CEDEAO. Si la France soutient ouvertement ces sanctions, cela ne veut certainement pas dire que qu'elle a mis la pression sur les chefs d'État de la CEDEAO pour sanctionner l'État malien. Il en est de même pour les dirigeants du G5 Sahel qui ont refusé de passer la présidence tournante au Mali après le Tchad ce qui a d'ailleurs poussé le Mali à quitter cette force conjointe la rendant encore plus faible qu'elle ne l'était sur le plan opérationnel.

La Russie, sérieuse concurrente de la France sur le plan géostratégique au Sahel, est entrée dans la danse. Présente en Centre Afrique et au Mali à travers la société paramilitaire privée de sécurité Wagner, la Russie cherche à élargir sa présence et son influence en Afrique de l'ouest et au Sahel. Nous avons tous vu lors du dernier coup d'État au Burkina, des jeunes

---

<sup>25</sup> Par Paul Melly, Relations Afrique-France : pourquoi la France fait face à tant de colère en Afrique de l'Ouest, Analyste de l'Afrique, décembre 2021, <https://www.bbc.com/afrique/region-59548555>

<sup>26</sup> AOC International, Le rejet de la France au Sahel : mille et une raisons ? Par Jean-Pierre Olivier de Sardan

manifestants brandir le drapeau de la Russie et d'autres saccageant l'ambassade de la France à Ouagadougou. Mieux encore, le média Africanews a révélé que le Premier Ministre du Burkina Faso, Apollinaire Kyélem de Tambela s'était envolé pour la Russie en début décembre avec l'aide du Mali.<sup>27</sup> Très peu d'informations ont filtré sur ce voyage mais selon Jeune Afrique, le Premier ministre devrait entamer des négociations dans l'optique d'acquiescer du matériel militaire.<sup>28</sup> Tandis que d'autres sources stipulent une rencontre des responsables de la société paramilitaire Wagner. Le président ghanéen Nana Akufo-Addo a affirmé lors du Sommet Etats Unis Afrique que son voisin le Burkina Faso avait "conclu un arrangement" avec le groupe paramilitaire russe Wagner, une déclaration que le gouvernement de Ouagadougou n'a ni confirmé, ni infirmé pour le moment. La présence de la France au Sahel n'a jamais été aussi menacée.

## VI- LE SOUTIEN DES PUTCHEURS PAR LA POPULATION

Les coups d'États qui ont été perpétrés en Afrique de l'Ouest ces dernières années ont tous été salués par les populations. Le renversement des présidents civils a été suivi de célébrations dans les rues de certains pays, les citoyens applaudissant la chute des dirigeants élus. Depuis Mamadou Tandjan au Niger, ATT au Mali, puis IBK, Rock Marc au Burkina et Condé en Guinée, il n'y a pas un seul putsch qui n'a pas eu le soutien de la population surtout de la jeunesse, comme pour dire que c'est la mauvaise gouvernance des politiques qui est la cause des coups d'États dans l'espace CEDEAO.



La fréquence de ces coups (4 réussis et une tentative) pousse certains analystes à l'interpréter comme une preuve de la mort de la démocratie en Afrique de l'Ouest, ce qui serait une erreur. Même dans les pays où un coup d'État a eu lieu, une majorité de citoyens souhaite vivre dans une démocratie et rejette les régimes autoritaires. Dans des pays comme la Guinée et le Mali, les dirigeants n'ont pas perdu leur popularité parce qu'ils ont

instauré de véritables démocraties qui ont échoué mais parce que le système de gouvernement qu'ils proposent est en quelque sorte incompatible avec les réalités. Au

<sup>27</sup> Africanews, Burkina Faso : le voyage discret du Premier ministre à Moscou

<https://fr.africanews.com/2022/12/12/burkina-faso-le-voilage-discret-du-premier-ministre-a-moscou/>

<sup>28</sup> Jeune Afrique, op cit <https://www.jeuneafrique.com/1399624/politique/exclusif-burkina-faso-le-voilage-secret-du-premier-ministre-a-moscou/>

contraire, les présidents ont perdu leur soutien parce qu'ils ont sapé leurs propres références démocratiques dans un contexte d'instabilité croissante marqué par une insécurité grandissante.

La désillusion était flagrante lorsque la jeunesse a envahi les rues de Conakry, en Guinée, pour applaudir le colonel Mamady Doumbouya après qu'il eut renversé Alpha Condé en septembre 2021. Des scènes similaires ont été observées à Bamako lorsqu'une foule en liesse a accueilli le colonel Goïta, qui venait de destituer Ibrahim Boubacar Keïta. En effet, il est révélateur alors que de nombreuses personnes ont soutenu les coups d'État qui ont destitué M. Condé et M. Keïta, les enquêtes les plus récentes menées par Afrobarometer ont révélé que 76% des Guinéens et 70% des Maliens rejettent le régime militaire. Ces mêmes sondages révèlent également que le soutien à la démocratie s'élève à 77% en Guinée, 70% au Burkina Faso et 62% au Mali,<sup>29</sup> une preuve supplémentaire que les citoyens ont soutenu l'intervention militaire dans l'espoir qu'elle ouvre la voie à une forme plus efficace de gouvernement civil, et non parce qu'ils aspirent à vivre sous un régime autoritaire. Fait révélateur, lorsque les coups d'État ont été perçus comme usurpant les processus de démocratisation, ils ont été profondément impopulaires. C'est le cas de Dadis Camara en Guinée.

Les experts de la CEDEAO doivent alors faire une analyse des causes profondes de la hausse du nombre de coups d'État observée au cours de ce siècle qui doit être interprétée avec prudence. Selon Kwesi Aning, Directeur de la Faculté des affaires académiques et de la recherche au Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix à Accra, les prévisions doivent tenir compte d'une mer démocratique grouillante, d'une population de jeunes frustrés, non éduqués ou à peine éduqués, sans emploi et de plus en plus inaptes au travail, qui voient les possibilités de leur participation à la gouvernance nationale de leur pays tronquées par des personnes qui veulent conserver le pouvoir ».<sup>30</sup>

## VII- QUELLE STRATÉGIE POUR FAIRE FACE AUX COUPS D'ÉTATS ET À L'INSÉCURITÉ DANS L'ESPACE CEDEAO?

En ce qui concerne la lutte contre les coups d'État, il faut plutôt une approche politique qu'une approche militaire, en adoptant la proposition sur la limitation des mandats à deux dans tous les pays de la région, tenant compte du cas de la Guinée où la question de la 3<sup>e</sup>

<sup>29</sup> Afrobarometer, La démocratie Malienne se rétablit | le Régime militaire suscite encore une admiration, Afrobarometer Policy Paper 12 | Boniface Dulani

<sup>30</sup> ISS, Les coups d'État sont de retour en Afrique, <https://issafrica.org/fr/iss-today/les-coups-detat-sont-de-retour-en-afrique#:~:text=Les%20coups%20d'%C3%89tat%20%C3%A9taient,adversaires%20politiques%20lors%20d'%C3%A9lections.>

mandat a été l'un des motifs. Le combat est porté déjà par la Société Civile Ouest Africaine. La limitation des mandats présidentiels à deux, dans les pays de la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest était au cœur des débats lors d'un sommet citoyen organisé à Cotonou les 10 et 11 juillet 2021. Plus de 150 représentants d'organisations de la société civile, venus de plusieurs pays de la CEDEAO, ont pris part aux travaux de ce sommet placé sous le thème de la bonne gouvernance, la démocratie et l'alternance dans la sous-région. Les organisateurs de ce sommet projettent de lancer une vaste campagne de sensibilisation dans les prochains jours dans les 15 pays de la CEDEAO.

Pour prévenir certaines pratiques impopulaires telles que les coups d'État, le débat a été engagé à ce sujet, au sein même de la CEDEAO qui avait adopté à Accra, une proposition des ministres des Affaires étrangères des pays membres, portant sur la limitation du nombre des mandats présidentiels à deux. L'objectif étant de voir les chefs d'Etats amender le protocole A/SPE/12/01 sur la démocratie et la bonne gouvernance, additionnel au protocole relatif aux mécanismes de préventions, de gestion, de règlement de conflits. Ce qui conduirait à l'harmonisation des Constitutions dans les pays de la région. Selon certaines sources, le Sénégal fait partie des trois pays avec la Côte d'Ivoire et le Togo qui n'ont pas signé la charte qui veut limiter les mandats des chefs d'Etats de la région à deux. Sans ces trois pays cette disposition ne passera pas et le protocole ne sera pas amendé malgré le fait que la majorité des pays l'ont soutenus.

Sur la question de la lutte contre le terrorisme, la CEDEAO doit apprendre des erreurs des autres forces présentes au Sahel qui n'ont pas connu de succès après tant d'années, autant d'argent dépensés et tant de ressources humaines et logistique mobilisées. Nous n'irons pas jusqu'à dire comme Jean-Claude Félix-Tchicaya, chercheur à l'Institut de prospectives et sécurité en Europe (IPSE), que "les stratégies mises en œuvre sont usées jusqu'à la corde"<sup>31</sup> mais nous convenons avec lui que la stratégie doit être revue car au-delà du manque de communication entre les États impliqués, le principal problème est l'absence de réponse politique appropriées de la part des différents gouvernements. Au Sahel, il existe des problèmes économiques, éducatifs et sanitaires entre autres qui constituent le levier sur lesquels les groupes terroristes s'appuient pour prospérer au sein des communautés. Au lieu d'axer la lutte sur ces aspects précités, les dirigeants en place utilisent l'aide internationale pour maintenir leur pouvoir plutôt que pour résoudre les problèmes sociaux des populations.

Cela n'a que trop duré. Aujourd'hui les populations africaines exigent un changement d'hommes ou de politiques, car elles voient des coopérations militaires se former, des partenariats stratégiques se nouer, des forums pour la paix se succéder, des forces militaires étrangères se déployer dans leurs pays et en même temps, aussi paradoxale que cela puisse

<sup>31</sup> France 24? "La lutte contre le terrorisme au Sahel est un échec, il est urgent de repenser la stratégie"  
<https://www.france24.com/fr/20191118-senegal-forum-paix-securite-afrique-urgent-repenser-strategie-contre-terrorisme-g5-sahel>

paraître, elles constatent un agrandissement de l'insécurité. Si on voit ce qui se passait avant les chutes des régimes à Bamako, à Ouagadougou et dans une moindre mesure à Niamey, ou des manifestations avaient eu lieu chaque semaine et des contestations quotidiennes sur les réseaux sociaux, on se rend compte que les populations avaient assez alerté les gouvernements sur l'urgence de la situation mais ces appels semblaient tomber dans l'oreille d'un sourd. Ceci pour dire que les coups d'État étaient vraisemblablement prévisibles. Il faut donc une écoute active de la demande sociale qui aujourd'hui ne concerne plus seulement les questions de développement comme ce fut le cas dans le passé mais aussi des problèmes de sécurité car les deux sont étroitement liés. Par conséquent, la CEDEAO doit avant tout s'attaquer aux raisons sous-jacentes aux coups d'État, qui au-delà des confiscations anticonstitutionnelles des pouvoirs par les dirigeants, est aussi la résultante de la crise sécuritaire qui frappe ces pays et auxquelles ces mêmes dirigeants tardent à apporter des solutions idoines.

Les armées africaines doivent cesser de dépendre des forces étrangères. Certaines sociétés militaires privées, dont l'action contre le terrorisme est totalement contre-productive car étant accusées exactions, mais aussi les forces militaires européennes présentes au Sahel à travers des coopérations avec les États qui ont des intérêts cachés et qui sont aussi responsables du pillage des ressources naturelles, ne font qu'entretenir une spirale dangereuse de la violence, en montant les communautés les unes contre les autres au détriment des États et des armées nationales.

Si jamais l'idée de former la force se confirme, c'est exactement là où la CEDEAO doit stratégiquement se positionner, bénéficiant de son principe de subsidiarité. Pour se faire, l'organisation doit donc se fixer de nouveaux objectifs et se doter de nouveaux moyens d'action. Outre une coopération régionale et continentale évoquée précédemment, l'organisation régionale ouest africaine devrait procéder à un réexamen de toutes les dimensions de sa force en attente, son bras armé qui a succédé en 2004 à l'ECOMOG. Cela concerne non seulement la doctrine et les procédures opérationnelles, mais aussi le financement, sachant que la non-existence réelle de cette force est due au manque de moyens récurrent. Mais la CEDEAO devra avant tout retrouver sa légitimité et sa crédibilité d'au temps.

Ce que rappelle aussi la multiplication des attaques terroristes au Sahel ces derniers mois, c'est l'échec d'une stratégie de lutte contre le terrorisme qui fondée sur une réponse exclusivement ou principalement militaire. Pour être durable, tout gain militaire doit impérativement être consolidé par des actions de développement bénéficiant aux populations les plus vulnérables. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est de rendre les sociétés plus résilientes et agir sur les facteurs socioéconomiques de l'insécurité, par la réponse aux changements climatiques, l'éducation, l'appui aux organisations de la société civile qui œuvrent pour la participation des jeunes et des femmes et la défense des droits humains dans les zones où l'insécurité est plus accentuée. En d'autres termes, au lieu de créer une



force qui va coûter beaucoup trop cher et qui n'aura aucune valeur ajoutée sur ce qui existe déjà, la CEDEAO doit axer sa lutte contre le terrorisme sur le développement, un point qui faisait partie des objectifs initiaux du G5 Sahel mais sur lequel l'organisation sous régionale a complètement échoué.

Une autre stratégie non moins importante est le positionnement du Nigeria. Il n'existe pas d'organisation régionale forte sans un pays leader. Le Nigeria, par son poids économique et démographique, est le plus apte à jouer ce rôle de moteur de la réforme. Ce pays compte pour 77 pour cent du produit intérieur brut de la CEDEAO et, à ce titre, est le mieux à même d'apporter des ressources financières aux opérations de maintien ou d'imposition de la paix de l'organisation. Géant continental qui espère dans les prochaines années jouer un rôle de premier plan au sein de l'organisation des Nations unies, le Nigeria doit commencer le travail à la base à travers la restauration de sa diplomatie et de faire de la redynamisation de la CEDEAO un axe essentiel de cette diplomatie renouvelée.

Pour finir, il faut reconnaître que la menace terroriste au Sahel et en Afrique de l'Ouest ne faiblit pas et commence même à toucher désormais les franges septentrionales des États côtiers du golfe de Guinée. Face à une menace brutale et aveugle, le piège serait d'avoir recours à une réponse tout aussi brutale et aveugle du tout militaire. La stratégie à ce niveau doit être une lutte préventive. Il y a 15 ans personne n'aurait cru que l'Afrique de l'Ouest notamment la partie sahélienne, serait l'une des zones les plus dangereuses en Afrique. Aujourd'hui, les axes routiers reliant Niamey, capitale du Niger, et Ouagadougou, capitale du Burkina Faso ne sont plus sécurisés, or ce sont eux qui assurent les principales connexions depuis et vers les pays du golfe de Guinée. Pire encore, le groupe djihadiste État islamique (EI) a revendiqué pour la première fois une attaque dans le Nord du Bénin, exécutée par sa branche au Sahel, confirmant l'extension de ses activités vers le Golfe de Guinée. Donc la CEDEAO doit avoir un œil vigilant sur cette zone qui risque de devenir dans les années à venir l'épicentre de l'insécurité en Afrique de l'Ouest.

## CONCLUSION

L'action politique des missions militaires interafricaines a une double signification politique, tant sur le plan externe des relations diplomatiques bi et multilatérales que sur le plan interne du retour à la souveraineté institutionnelle du pays dans lequel les soldats interviennent. Au niveau des relations diplomatiques, le rôle politique des forces d'intervention dans les crises africaines se traduit avant tout par la volonté des communautés régionales africaines comme la CEDEAO de construire une politique autonome et endogène de gouvernance du secteur de la sécurité et de la défense ceci dans le but de jouer pleinement son rôle en concordance au principe de subsidiarité mais aussi et surtout se positionner sur le plan géostratégique dans son espace de prédilection.

Autrefois confrontée à des crises politiques et militaires internes, comme celle qui s'est déroulée au Liberia à partir de décembre 1989, la CEDEAO est désormais face à des crises plus complexes, qui ont tendance à dépasser les frontières des États et même des régions. C'est le cas de la crise sahélienne et de celle du bassin du lac Tchad, deux foyers de conflits qui excèdent son cadre géographique et sur lesquels l'organisation a du mal à être efficace. Dans le Sahel, la CEDEAO n'est pas assez équipée pour lutter contre les activités criminelles transnationales, élément majeur d'une crise multidimensionnelle. Il lui sera difficile de pacifier cet espace sans se doter, au plus vite, d'un véritable pôle de lutte contre le crime organisé, compris au sens large du terme, et incluant le terrorisme et les activités criminelles y associées. Pour faire face à ces nouveaux défis, l'organisation doit se réformer en profondeur pour d'abord s'attaquer aux mauvaises gouvernances qui sont la résultante directe ou indirecte de ces défis sécuritaires, voire des coups d'État.<sup>32</sup>

Il faut reconnaître que la bienveillance des opinions publiques ouest-africaines face à l'accession au pouvoir des militaires s'explique en partie par la capacité technique qui leur est prêtée de gérer plus efficacement l'insécurité que des autorités civiles. Aussi certains veulent-ils croire qu'au Burkina ou au Mali, l'arrivée à la tête de l'État de soldats, forts d'une solide expérience de combat, pourrait plus facilement mettre fin aux violences endémiques qui affectent les populations. Il n'y a cependant à ce jour aucune étude démontrant que les militaires au pouvoir s'avèrent plus efficaces pour gérer les crises sécuritaires que des gouvernements civils, et peu d'indices permettent de le croire. Amadou Toumani Touré, président malien renversé en 2012, et Blaise Compaoré, chassé du pouvoir en 2014 après l'avoir exercé durant vingt-sept ans, étaient aussi deux militaires. Cependant, si les gouvernements dirigés par des civiles ont failli à leurs missions régaliennes, les militaires ne devraient-ils pas prendre leurs responsabilités pour faire cesser la spirale de la violence ou la suffocation des peuples par les élus?

Pour rappel, la CEDEAO, lorsque les jihadistes se sont emparés du nord du Mali, en 2012, l'organisation ouest-africaine envisageait déjà de mobiliser une force régionale. Il était question pour chaque pays membre, de mettre à disposition de cette force, une brigade d'environ 500 hommes, formés aux opérations de maintien de la paix, ainsi que des policiers et du personnel civil. Malheureusement, l'absence de financements rend difficile la mise sur pied de cette force. Par conséquent, la réflexion ne s'était jamais concrétisée et le Mali avait dû solliciter l'armée française – l'opération Serval – puis la MISMA de l'Union africaine, devenue MINUSMA lorsque les Nations unies ont pris le relai. Niagalé Bagayoko, présidente du Réseau africain pour le secteur de la sécurité a eu raison de se

---

<sup>32</sup> Jeune Afrique, À 41 ans, la Cedeao doit s'adapter aux temps présents, <https://www.jeuneafrique.com/339678/politique/a-41-ans-cedeao-sadapter-aux-temps-presents/>

demander si les lacunes d'équipements et de logistique, qui ont très largement été à l'origine de son incapacité à se déployer au Mali en 2012, ont définitivement été résolues<sup>33</sup>.

Dans tous les cas, si elle est créée, pour qu'elle puisse survivre, cette force devra obligatoirement être soutenue par la communauté internationale, à travers des moyens financiers, logistiques et matériels adéquats, si non elle mourra d'une aussi belle mort que les autres initiatives qui l'ont précédées. Le Conseil de sécurité doit renforcer son soutien à cette initiative ouest africaines, en particulier parce qu'elle se heurte depuis des décennies, à un manque structurel de financements et d'équipements. Le prélèvement communautaire qui est la principale source de financement du budget de la CEDEAO est très loin de couvrir son fonctionnement, à plus forte raison qu'une opération militaire de cette envergure.

---

<sup>33</sup> African Security Sector Network, Quelle force militaire pour la Cédéao ?  
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221205-quelle-force-militaire-pour-la-c%C3%A9d%C3%A9ao>

# BIBLIOGRAPHIE

African Security Sector Network , Quelle force militaire pour la Cédéao ?  
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221205-quelle-force-militaire-pour-la-c%C3%A9d%C3%A9ao>

Afrobarometre, La démocratie Malienne se rétablit| le Régime militaire suscite encore une admiration, Afrobarometer Policy Paper 12 | Boniface Dulani

Africanews, Burkina Faso : le voyage discret du Premier ministre à Moscou  
<https://fr.africanews.com/2022/12/12/burkina-faso-le-voyage-discret-du-premier-ministre-a-moscou/>

Agence universitaire de la francophonie, Colloque international à Ouagadougou (Burkina Faso) sur le thème « *Fins et moyens pacifiques de sortie de crise en Afrique* », département des sciences juridiques et politiques de l'Université de Ouagadougou et l' AUF, 12-14 septembre 2006

AOC International, Le rejet de la France au Sahel : mille et une raisons ? Par Jean-Pierre Olivier de Sardan

Cathy Dogon Barkane: le coût de l'opération militaire (et civile) au Mali en 4 chiffres, *Le 14 juin 2021, modifié le 17 février 2022* <https://www.pourleco.com/politique-economique/barkane-cout-de-loperation-militaire-et-civile-au-mali>

CEDEAO, Les forces de maintien de la paix de la CEDEAO se forment au droit de la guerre, <https://ecowas.int/les-forces-de-maintien-de-la-paix-de-la-cedeao-se-forment-au-droit-de-la-guerre/?lang=fr>

CEDEAO; <https://parl.ecowas.int/le-parlement-de-la-cedeao-se-donne-un-budget-de-21-005-052-unites-de-compte-pour-2023/?lang=fr>

CEDEAO et les Cas de la Guinée et de la Guinée Bissau Dr. Gilles Olakounlé Yabi, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/nigeria/07449.pdf>

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, La hausse de la violence des militants islamistes au Sahel, une dynamique qui domine le combat de l'Afrique contre les extrémistes, 26 janvier 2022

<https://africacenter.org/fr/spotlight/mig2022-01-hausse-violence-militants-islamistes-sahel-dynamique-domine-combat-afrique-extremistes/>

Christian Eboulé, Afrique de l'Ouest : la Cédéao a-t-elle les moyens d'une force militaire crédible contre les coups d'État et le terrorisme ?,

<https://information.tv5monde.com/afrique/afrique-de-l-ouest-la-cedeao-t-elle-les-moyens-d-une-force-militaire-credibile-contre-les>

CSNU, Conseil de sécurité: la lutte contre le terrorisme en Afrique passe par la responsabilité des États et l'appui de la communauté internationale, Novembre 2022,

<https://press.un.org/fr/2022/cs15102.doc.htm>

France 24? "La lutte contre le terrorisme au Sahel est un échec, il est urgent de repenser la stratégie"

<https://www.france24.com/fr/20191118-senegal-forum-paix-securite-afrique-urgent-repenser-strategie-contre-terrorisme-g5-sahel>

ISS, Les coups d'État sont de retour en Afrique, <https://issafrica.org/fr/iss-today/les-coups-detat-sont-de-retour-en-afrique#:~:text=Les%20coups%20d'%C3%89tat%20%C3%A9taient,adversaires%20politiques%20lors%20d'%C3%A9lections.>

Jeune Afrique, À 41 ans, la Cedeao doit s'adapter aux temps présents,

<https://www.jeuneafrique.com/339678/politique/a-41-ans-cedeao-sadapter-aux-temps-presents/>

Jeune Afrique, Côte d'Ivoire : Alassane Ouattara entretient le flou sur l'éventualité d'un troisième mandat,

<https://www.jeuneafrique.com/496860/politique/cote-divoire-ouattara-entretient-le-flou-sur-leventualite-dun-troisieme-mandat/>

John Pitseys, Démocratie et citoyenneté, <https://www.cairn.info/revue-dossiers-du-crisp-2017-1-page-9.htm>

Jonathan Powell, de l'Université de Floride centrale, à Orlando, et Clayton Thyne, de l'Université du Kentucky, à Lexington, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1147040/coups-etat-putsch-afrique-amerique-sud>

Latyr Tine, La crise au Mali : Les limites et faiblesses de la CEDEAO

<https://www.maliweb.net/cedeao/la-crise-au-mali-les-limites-et-faiblesses-de-la-cedeao-100648.html>

Niagalé Bagayoko et Marc-André Boisvert, Le retour des coups d'État en Afrique, Esprit Presse, <https://esprit.presse.fr/actualites/niagale-bagayoko-et-marc-andre-boisvert/le-retour-des-coups-d-etat-en-afrique-44042>

Paul Melly, Relations Afrique-France : pourquoi la France fait face à tant de colère en Afrique de l'Ouest, Analyste de l'Afrique, décembre 2021,  
<https://www.bbc.com/afrique/region-59548555>

Radio – Canada, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1147040/coups-etat-putsch-afrique-amerique-sud>

Sahel Conflict Overview (November 2018-March 2019)  
<https://acleddata.com/2019/03/28/press-release-political-violence-skyrockets-in-the-sahel-according-to-latest-acleddata/>

Sidiki Guindo, Résultats d'un sondage d'opinion sur la crise malienne,  
<https://www.maliweb.net/contributions/65152-65152.html>

Sidiki Guindo, Avis de la population sur l'actualité nationale et internationale,  
<https://www.afribone.com/avis-de-la-population-sur-lactualite-nationale-et-internationale/>

Zakaria Ousman, Afrique de l'Ouest : la Cédéao a-t-elle les moyens d'une force militaire crédible contre les coups d'État et le terrorisme ?  
<https://afrique.tv5monde.com/information/afrique-de-louest-la-cedeao-t-elle-les-moyens-dune-force-militaire-credibile-contre-les>